

Appel d'offres ouvert
DCE n°2025/0476/EdA-DA
**Fourniture de plats cuisinés, fromages d'Occitanie,
fromages de Rhône-Alpes et de crème UHT bio et Egalim
au profit des clients du dispositif « Vivres Métropole »**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de
commande**

Annexe 1 : calendrier des révisions de prix
Annexe 2 : coordonnées EdA

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	4
2.1. Parties contractantes.....	4
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre a bons de commande.....	4
2.3. Durée de l’accord-cadre a bons de commande	5
2.4. Clause de réexamen.....	5
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE	6
3.1. Dispositions générales.....	6
3.2. Priorité des pièces	6
3.2.1. Pièces spécifiques	6
3.2.2. Pièces générales	6
3.3. Documents de référence	7
ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS	7
4.1. Substitution de produits et modification du référentiel.....	7
4.2. Offres Promotionnelles.....	8
4.3. Référencement de nouveaux produits	8
ARTICLE 5 – PRIX.....	8
5.1. Détermination.....	8
5.2. ajustement des prix.....	9
5.3. Clause de sauvegarde	10
ARTICLE 6 – COMMANDES.....	10
6.1. Passation des commandes	10
6.2. Confirmation de commande.....	11
6.3 Avis d’expédition relatif aux ruptures produits.....	11
6.4 Modification de commande client.....	11
ARTICLE 7 – LIVRAISON	12
7.1. Durée de vie restante garantie des produits lors de la livraison.....	12
7.2. Délai de livraison	12
7.3. Conditions de livraison	12
7.4. Mesure de performance.....	13
7.5. Ponctualité.....	13
7.6. Reliquat	13
7.7. Contrôle à réception des colis	14
7.7.1. Premiers contrôles.....	14
7.7.1.1. Aspect extérieur des palettes et colis	14
7.7.1.2. Nombre de supports	14
7.7.1.3. Température.....	14
7.7.2. Seconds contrôles	14
7.8. Décision du Pouvoir Adjudicateur suite au contrôle des colis.....	15

7.9. Responsabilité du Titulaire.....	15
7.10. Fiche incident.....	16
7.11. contacts d'urgence eda.....	16
ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES	16
8.1. Facturation.....	16
8.1.1. Émission et envoi des factures.....	16
8.1.2. Descriptif des factures	16
8.2. Modalités de règlement	17
8.3. Délai de paiement.....	17
8.4. Intérêts moratoires.....	17
8.5. Nantissement	17
8.6. Acomptes et avances	18
ARTICLE 9 — SANCTIONS	18
9.1. pénalités.....	18
9.2. Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	20
9.3. Résiliation	20
9.3.1. Résiliation de plein droit.....	20
9.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties	21
9.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire	21
9.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le Pouvoir Adjudicateur	21
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ	21
ARTICLE 11 – LITIGES.....	22
ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	22

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE

Les accords-cadres à bons de commande ont pour objet la fourniture **de plats cuisinés, fromages d'Occitanie, fromages de Rhône-Alpes et de crème UHT bio et Egalim au profit des clients du dispositif « Vivres Métropole »**.

« **Vivres Métropole** » est le dispositif d'approvisionnement en denrées et en produits périssables destinés aux organismes militaires de restauration et aux sociétés de restauration collective (SRC) ; il bénéficie notamment aux formations clientes suivantes :

- les CPA : Centres de Production Alimentaire : ils approvisionnent en repas préparés des restaurants satellites ;
- les groupements de soutien de base de défense ;
- les cercles mess ;
- tout autre client de l'Economat des Armées.

Toutes les formations clientes concernées par le dispositif « Vivres Métropole » sont localisées en France métropolitaine (Corse et continent).

La prestation comprend l'emballage, l'identification, la livraison de ces produits sur la plateforme du pouvoir adjudicateur située à NEMOURS (77).

Les plats cuisinés, fromages d'Occitanie, fromages de Rhône-Alpes, ainsi que la crème UHT Bio et Egalim objet des accords-cadres à bons de commande considérés, sont dénommés ci-après « les produits ».

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

✎ d'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le Pouvoir Adjudicateur ». Le Pouvoir Adjudicateur désigne comme son représentant un prestataire logistique ayant pouvoir d'émettre, au nom de l'EdA, les bons de commande auprès du Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, signer et valider les bons de livraison des produits.

✎ d'autre part, **l'entreprise** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le Titulaire ».

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures à bons de commande (Art. R 2162-1 et suivants du code de la commande publique), avec un estimatif et un maximum financier sur la durée d'exécution totale de l'accord-cadre à bons de commande, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique en particulier dans les art. R 2161-2 et suivants du code de la commande publique relatifs à la procédure d'appel d'offres ouvert, applicables par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L 1211-1 du code précité.

Des quantités estimatives par produit sont indiquées dans les annexes à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du Pouvoir Adjudicateur.

Désignation de l'accord-cadre à bons de commande	Montant estimatif annuel (en € HT) et pour indication uniquement	Montant estimatif (en € HT) sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande (4 ans) et pour indication uniquement	Maximum financier en € HT sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande (4 ans)
Plats cuisinés et fromages d'Occitanie et Rhône-Alpes	161 000 €	644 000 €	2 000 000 €
Crème UHT Bio et Egalim 30% de MG	602 000 €	2 408 000 €	7 224 000 €
Crème UHT Bio 35% de MG	386 000 €	1 544 000 €	4 632 000 €

2.3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période ferme de douze (12) mois.

Cette date constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible pour une période de deux (2) fois douze (12) mois.

A l'issue de cette période de trois (3) ans, l'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois six (6) mois.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 30 janvier 2026 pour le lot 1
Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 01 avril 2026 pour le lot 2 et 3

Cas de non-reconduction :

Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur, celui-ci doit en informer l'autre partie au plus tard :

- quatre (4) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande pour la période de trois (3) ans,
- deux (2) mois avant la fin du semestre pour la dernière période d'un (1) an.

Non-reconduction par le titulaire : celui-ci doit en informer le pouvoir adjudicateur selon les mêmes délais de prévenance indiqués ci-dessus.

Dans le cas d'une non reconduction, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande. La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

2.4. CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé durant son exécution, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- l'intégration de nouveaux clients ;
- l'ajout ou le retrait de produits ;
- Passation d'un accord-cadre à bons de commande complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- Modification des conditions d'exécution en raison de paramètres imprévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption) ;
- Modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel ;

- Augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre à bons de commande (durée ferme + reconductions), lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux (2) premières années de l'accord-cadre à bons de commande est supérieur à 50 % du montant maximum global de l'accord-cadre à bons de commande.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception (ordre de service, certificat administratif, ...) au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées *infra*.

3.2.1. *Pièces spécifiques*

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- 4°) l'offre du Titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du Pouvoir Adjudicateur et font seules foi.

- 5°) les bons de commande.

3.2.2. *Pièces générales*

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) passées au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021 et modificatifs), sauf dérogations mentionnées à l'article 12 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014) ;
- les normes, les codes des usages professionnels, les spécifications techniques tels que cités dans le CCTP et ses annexes.

3.3. DOCUMENTS DE REFERENCE

Les énumérations du présent document, les spécifications techniques du Groupe d'Etude des Marchés de Restauration Collective et Nutrition (GEMRCN), le code des usages professionnels, le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes, les recommandations et normes applicables aux produits sont ceux en vigueur au moment de la rédaction des documents.

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS ET MODIFICATION DU REFERENTIEL

Les données communiquées par le Titulaire doivent être **fiabiles et cohérentes avec la réalité**, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

En cas de rupture, le Titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes ou supérieures au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le Titulaire. L'article de substitution est proposé au plus tard lors de la confirmation de la commande. Le Titulaire doit obtenir l'accord écrit exprès du Pouvoir Adjudicateur pour la commande de substitution.
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit, ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple) le Titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au Pouvoir Adjudicateur. Le Pouvoir Adjudicateur valide par mail le nouveau produit de substitution et son prix.

Toute substitution de produit, modification du référentiel produit (numéro d'agrément sanitaire, fiche technique, conditionnement...) ou modification concernant le Titulaire (modification de compte bancaire, etc.) doit être transmise au Pouvoir Adjudicateur **au plus tard 45 jours calendaires** avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique. En cas d'urgence dûment justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 15 jours avant le changement.

Après accord des deux parties, le Pouvoir Adjudicateur intègre dans son système informatique les nouveaux éléments du référentiel et en informe le Titulaire.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'établissement d'une fiche « incident » ou l'imputation des pénalités prévues à l'article 9.1 du présent document. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner aux frais et risques du Titulaire conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire.

4.2. OFFRES PROMOTIONNELLES

Tous les prix de l'accord-cadre à bons de commande peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- une augmentation des taux de remise ;
- une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des Bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des Bénéficiaires Potentiels de la promotion.

En cas d'accord de l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif.

4.3. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le Titulaire peut également proposer au Pouvoir Adjudicateur des nouveaux produits (correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande) dont la valeur cumulative estimée ne dépasse pas la limite de 10% du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré entre le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le Pouvoir Adjudicateur (ou son représentant). Il doit respecter les conditions suivantes :

- le Titulaire adresse une proposition tarifaire au Pouvoir Adjudicateur ;
- après discussions, le Pouvoir Adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits.

Les produits acceptés sont rajoutés à l'accord-cadre à bons de commande par voie d'ordre de service.

Les nouveaux produits ainsi référencés suivent alors les mêmes règles que les produits initialement prévus dans l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. DÉTERMINATION

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont unitaires, en euros, avec aux plus deux décimales, hors taxes sur la valeur ajoutée, « franco » sur la plateforme du Pouvoir Adjudicateur située à NEMOURS (77).

Les prix sont fixés dans le tableau de présentation des offres (annexe 1 à l'acte d'engagement).

Durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits selon l'incoterm choisi et incluent l'éco-contribution issue du décret n°2023-162 du 7 mars 2023 relative à l'application du principe de responsabilité élargie des producteurs (REP) appliquée aux

- déchets d'emballages consommés ou utilisés par les professionnels ayant une activité de restauration ;
- le conditionnement, l'emballage et la livraison sur la plateforme du Pouvoir Adjudicateur ;
- le chargement de conteneur, le cas échéant ;
- les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants ;
- les éventuels frais de douane et de procédures sont à la charge du titulaire.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est novembre 2025.

5.2. AJUSTEMENT DES PRIX

Les prix sont fermes de la date de notification de l'accord-cadre à bons de commande jusqu'au **1^{er} mai 2026**.

Les prix sont ensuite révisés par ajustement **semestriel**. L'ajustement des prix se fait à la hausse comme à la baisse.

Les prix sont révisables **au 1^{er} mai 2026**, cette date fait office de première révision tarifaire.

La seconde révision des prix a lieu le 1^{er} novembre 2026.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les révisions ont lieu le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année considérée.

Articles sans cotation (cf annexe 1 à l'acte d'engagement)

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut transmettre à cet égard à l'autre partie, par e-mail, les nouveaux tarifs proposés **ainsi que tous les documents justifiant de cette révision tarifaire, avec un préavis minimum de 45 jours calendaires avant les dates citées en annexe 1 au présent document.** A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour la période suivante.

Le titulaire envoie **impérativement** les demandes d'ajustements sur ces adresses mail : secretariat.cao@economat-armees.fr et emmanuel.antuofermo@economat-armees.fr

Articles avec cotation (cf annexe 1 à l'acte d'engagement)

En cas d'ajustement à la hausse ou à la baisse, les cotations de référence (source RNM) indiquées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement sont utilisées dans la formule suivante :

$$\text{PA 1} = \text{PA} \times \text{progression de(s) l'indices(s)}$$

Légende :

PA : le prix actuel

(Pour le premier ajustement, le prix utilisé est le prix d'achat proposé lors de la réponse à l'appel d'offres)

PA 1 : nouveau prix d'achat, qui deviendra le prix actuel pour le calcul de l'ajustement suivant

Exemple du calcul de la progression de l'indice au 1^{er} mai 2026 :

(Moyenne des indices allant des mois de novembre 2025 à avril 2026 compris) / (Moyenne des indices allant des mois de mai 2025 à octobre 2025 compris)

A défaut et pour diverses raisons notamment arrêt de l'indice, absence de pertinence ou désaccord d'une des deux parties, et pour les articles sans cotation, le Pouvoir Adjudicateur étudie les justifications proposées par le Titulaire afin de déterminer leur pertinence.

Les pièces justificatives pertinentes peuvent prendre les formes suivantes :

- les valeurs des indices professionnels de référence en cas de proposition de formule d'ajustement des prix (indices adaptés au secteur, pertinents et probants) ;
- les articles de presse d'organisations professionnelles, de syndicats professionnels, etc.

En cas d'ajustement proposé par l'EdA, ce dernier s'appuie sur des baisses dont il a connaissance, en tenant notamment compte des indices professionnels.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

En cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, le Titulaire ou le Pouvoir Adjudicateur peut proposer des ajustements en cours d'année pour les produits concernés. Le choix des indices de référence et des modalités d'application des nouveaux prix sont conclus d'un commun accord exprès et écrit entre les deux parties.

5.3. CLAUDE DE SAUVEGARDE

En cas de hausse de prix annuelle de l'accord-cadre à bons de commande supérieure à 7% par rapport au montant de l'offre initialement convenu, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation

ARTICLE 6 – COMMANDES

6.1. PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées au carton ou à la palette en fonction des produits (*cf. annexes* à l'AE) par le prestataire logistique, représentant le Pouvoir Adjudicateur, **dans les conditions suivantes (« J » étant le jour de réception des marchandises sur la plateforme du prestataire logistique) :**

- les commandes « standards » : J-3 (en A pour D) à 12h30 (en jours ouvrés) ;
- les commandes « complémentaires » : J-2 (en A pour C) à 15h30 (en jours ouvrés).

Le prestataire logistique peut ainsi passer un maximum de deux (2) commandes pour une livraison unique (c'est-à-dire une livraison un jour donné à la plateforme de Nemours).

En fonction de la rotation des produits, le Pouvoir Adjudicateur en lien avec son prestataire logistique peut mettre en place un mode de gestion sur stock (appelé « stock tampon »).

Ce mode de gestion impliquerait un troisième type de commande sur la base de quantités plus régulières et massifiées.

- les commandes « stock tampon » : J-3 à 15h30 (en jours ouvrés).

La quantité minimale de commande est indiquée par le Titulaire dans l'annexe 2A à l'acte d'engagement.

Les bons de commande sont communiqués par EDI si le Titulaire en a la capacité ; à défaut, ils peuvent être transmis par écrit (courriel ou courrier). Aucune commande ne peut être passée oralement.

Les bons de commande mentionnent :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFR_VM
- la nature des produits ;
- le code produit fixé par le Pouvoir Adjudicateur ;
- le code produit du Titulaire ;
- les quantités commandées ;
- la date de livraison ;
- l'adresse de facturation ;
- les noms et signature de la personne habilitée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le Titulaire.

De préférence, lorsque le volume de la commande est inférieur à une journée de production, la marchandise livrée provient d'un lot unique (ou lot constitué de produits ayant une même origine, un même conditionnement et une même journée de fabrication).

6.2. CONFIRMATION DE COMMANDE

Le Titulaire est tenu d'accuser réception des commandes dans un délai de 4 heures (ou le lendemain avant 10h pour les commandes passées après 17h). Par ailleurs, il est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de toute rupture ou défaut de fonctionnement (le non-respect de la durée de vie résiduelle des produits, retard, etc.) dans les mêmes délais.

Cette confirmation est impérative et doit être l'exact reflet de la livraison à venir dans la mesure où elle génère une confirmation de mise à disposition aux clients destinataires. A défaut de confirmation, les lignes de commandes sont considérées non disponibles. En cas de non livraison, les ruptures à l'approvisionnement sont constatées dans le calcul du taux de performance du Titulaire et peuvent générer les pénalités correspondantes.

EDI : le Titulaire privilégie l'envoi de messages EDI au prestataire logistique. L'engagement du Titulaire quant à sa capacité à utiliser l'EDI est reprise dans l'annexe 2A à l'acte d'engagement. Dans la mesure où le Titulaire dispose d'un EDI capable de gérer les flux de commande, il s'engage à utiliser les échanges EDI pour les commandes dès le début des prestations ou dans les semaines suivantes. Les échanges EDI (ORDERS) doivent respecter le standard EANCOM D.96A.

6.3 AVIS D'EXPEDITION RELATIF AUX RUPTURES PRODUITS

Au plus tard au départ du camion, le fournisseur envoie un avis d'expédition relatif aux ruptures produits à l'administration des ventes de l'EdA par courriel*.

Cet avis doit préciser :

- la date de livraison sur Nemours,
- les références produits (code fournisseur et code EdA) avec pour chaque référence la rupture partielle ou totale : le nombre de colis en rupture et nombre total.

* *Mme Adeline THOMAS, Adeline.THOMAS@economat-armees.fr, Mme Sophie Elise, sophie.elise@economat-armees.fr et Christophe Raynaud christophe.raynaud@economat-armees.fr »*

6.4 MODIFICATION DE COMMANDE CLIENT

Exceptionnellement, l'EdA peut demander au titulaire, s'il l'accepte, d'annuler une commande d'approvisionnement pour la remplacer par une commande corrigée.

ARTICLE 7 – LIVRAISON

7.1. DUREE DE VIE RESTANTE GARANTIE DES PRODUITS LORS DE LA LIVRAISON

Les DLC restantes proposées à la livraison doivent idéalement correspondre au 2/3 de la DLC totale. Cette DLC restante est un critère de notation (annexe 2 à l'acte d'engagement) ; Le non-respect des DLC contractualisées, entraîne un blocage à la réception et peut se traduire par l'application de pénalités prévues à l'article 9.1 du présent document.

7.2. DÉLAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison est le délai fixé par le Titulaire à l'annexe 2 de l'acte d'engagement et correspond au délai maximum qui lui est nécessaire pour livrer les produits d'une commande passée par le Pouvoir Adjudicateur lorsque la commande est passée le jour J avant 17 heures. Il correspond au délai standard que le Pouvoir Adjudicateur peut imposer. Toutefois, à chaque émission de bon de commande, la date réelle de livraison est indiquée sur ce même bon de commande.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur refuse un délai de livraison sur la plateforme de Nemours supérieur à J+3.

7.3. CONDITIONS DE LIVRAISON

Le Pouvoir Adjudicateur fixe, en accord avec le Titulaire, le créneau de réception des marchandises entre 6h et 12h. Les produits sont livrés à l'adresse suivante : **STEF LOGISTIQUE NEMOURS (77).**

Les conditions de livraison sont définies ci-après :

- l'accès doit être possible à tout type de véhicule ;
- la présentation des documents de transport se fait avant la mise à quai ;
- les livraisons sont effectuées par le titulaire par ses moyens propres (les déchargements sont à la charge du prestataire logistique) pour le titulaire ;
- les livraisons sont effectuées selon le conditionnement et la quantité minimale définis par le titulaire dans son acte d'engagement ; chaque regroupement (palette) porte l'inventaire de son contenu de façon apparente ;
- toute livraison donne lieu à l'établissement d'un bon de livraison établi en 3 exemplaires par le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et signé par le réceptionnaire ;
- les livraisons se font sur des créneaux horaires convenus entre les parties ; si la livraison par le Titulaire ne peut avoir lieu ; le Pouvoir Adjudicateur peut s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, aux frais et risques du Titulaire.

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage doivent être réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

Les bons de livraison ne sont pas valorisés. Ils doivent comporter :

- les coordonnées du Titulaire ;

- les références de la commande ;
- le code produit fixé par le Pouvoir Adjudicateur ;
- la quantité livrée avec son numéro de lot de fabrication ou sa DLC ;
- le nombre de colis par palette ;
- le nombre de palettes remises par le Titulaire ;
- la date de livraison ;
- la signature des représentants des parties (Titulaire et Pouvoir Adjudicateur).

Un exemplaire du bon de livraison, émargé des deux parties, est annexé à la facture envoyée par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur ; un autre exemplaire est remis au représentant du Pouvoir Adjudicateur chargé de la réception.

Le Titulaire doit émettre un bordereau de livraison par commande.

Incident après la confirmation de commande et avant la livraison :

Si le Titulaire n'est pas en mesure de livrer les produits commandés à la date convenue, il en informe le prestataire logistique. Si cette nouvelle date n'est pas compatible avec les obligations du prestataire logistique, ce dernier informe l'EdA qui peut faire appel à un autre fournisseur (exécution aux frais et risques du titulaire). Conformément à l'article 11.4.2. du CCAG/FCS, le surcoût (transport et vivres) est imputé au titulaire défaillant, et la commande est considérée comme nulle. Si le prestataire logistique accepte la nouvelle date de livraison, un nouveau rendez-vous est défini, et la commande reste valable. Ce changement de date est pris en compte dans l'évaluation de la performance du titulaire.

7.4. MESURE DE PERFORMANCE

Si le titulaire n'est pas en mesure de livrer les produits commandés à la date convenue, il en informe le Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le titulaire a, au niveau du taux de service, une obligation de satisfaction d'au moins 98% ; s'il descend en dessous de ce taux, les pénalités peuvent s'appliquer (cf. art 9.1 du CCAP). Le titulaire indique la quantité et le délai qu'il peut réaliser. L'approvisionneur signifie ou non l'acceptation de la ligne de commande. Des échanges peuvent avoir lieu entre le fournisseur et l'approvisionneur pour définir les solutions éventuelles à la pénurie partielle. En cas de refus de la confirmation du fournisseur, la commande est considérée comme nulle.

En cas de retard, le Pouvoir Adjudicateur peut faire appel à un autre fournisseur pour exécuter ladite commande. Le Pouvoir Adjudicateur transmet au titulaire le prix réellement payé ainsi que le coût logistique supplémentaire que cet approvisionnement occasionne. Ce coût supplémentaire fait l'objet d'une facturation par le pouvoir adjudicateur. Ceci n'est pas exclusif de l'application des pénalités de retard imputables au titulaire (cf. art 9.1. du CCAP).

Si le titulaire ne respecte pas ses engagements contractuels à plusieurs reprises, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité.

7.5. PONCTUALITÉ

Dans le cadre de la livraison, une tolérance de plus ou moins 30 minutes est acceptée par le Pouvoir Adjudicateur et le prestataire logistique par rapport à l'heure de rendez-vous définie. En cas de répétitions de retard de livraison des produits hors tolérance, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer une pénalité conformément à l'article 9.1 du CCAP.

7.6. RELIQUAT

Le prestataire logistique ne gère aucun reliquat de commandes ; les quantités manquantes le jour de la livraison ne peuvent faire l'objet d'aucune livraison complémentaire. Le prestataire logistique refuse systématiquement une livraison de reliquat. Toutefois, le reliquat peut faire l'objet d'une nouvelle

commande après accord de la nouvelle date de rendez-vous.

7.7. CONTRÔLE À RECEPTION DES COLIS

Après le contrôle du respect de l'heure de rendez-vous, de la conformité des documents de transport et de livraison, les contrôles sont réalisés en deux temps : de manière contradictoire par le représentant du Pouvoir Adjudicateur (le prestataire logistique désigné par l'EdA) et le Titulaire puis sur la plateforme du Pouvoir Adjudicateur. La liste des contrôles ci-dessous est non exhaustive ; l'EdA se réserve le droit d'effectuer des contrôles complémentaires de toutes natures.

7.7.1. *Premiers contrôles*

7.7.1.1. *Aspect extérieur des palettes et colis*

Le Pouvoir Adjudicateur contrôle l'aspect général des colis. En cas de défectuosité d'un colis sur une palette (ex : colis détériorés en bas de palette), la palette entière peut être refusée pour des raisons de traçabilité.

7.7.1.2. *Nombre de supports*

Le représentant de l'Economat est chargé de réceptionner un nombre précis de palettes/colis concernés qu'il compte avec le Titulaire ; les opérations de vérification quantitative ont lieu sur la plateforme du Pouvoir Adjudicateur en présence des deux parties considérées. Une fiche palette récapitule le nombre de colis par référence sur chaque palette.

7.7.1.3. *Température*

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est chargé de contrôler la conformité réglementaire des températures des denrées alimentaires périssables ou très périssables (denrées réfrigérées, congelées ou surgelées).

Les critères de décision (acceptation ou refus) sont égaux aux seuils imposés par la réglementation en vigueur.

Le mode opératoire respecte les dispositions du plan de maîtrise sanitaire mis en place par le prestataire logistique représentant le Pouvoir Adjudicateur :

- Les températures de la caisse de l'engin de transport sont systématiquement contrôlées et sont analysées en cas d'anomalie portant sur la température des denrées transportées ;
- Les mesures de températures sont réalisées à l'aide de thermomètres à sonde étalonnés ;
- Les températures des denrées sont mesurées à l'aide d'une sonde thermométrique placée entre les colis situés en haut, en milieu et en bas de palette. En cas de résultats douteux ou non-conformes à l'issue de cette première série de mesures, des contrôles de températures sont réalisés à cœur des denrées ;
- Les températures mesurées sont enregistrées sur le bon de livraison ou la convention de la marchandise par la route (CMR) signé par les deux parties.

7.7.2. *Seconds contrôles*

Un second contrôle plus approfondi est effectué :

- comptage des colis ;
- contrôle des DLC ;
- contrôle du poids des colis : poids moyen du colis, multiplié par le nombre de colis ; le tout vérifié par rapport au poids indiqué sur le bordereau de livraison ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités de produits.

7.8. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR SUITE AU CONTROLE DES COLIS

7.8.1. *Admission*

La décision d'admission (délai pendant lequel le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de signaler des remarques quantitatives et/ou qualitatives) doit intervenir dans un délai de 2 jours ouvrables après la signature du bon de livraison et du CMR le cas échéant. Le silence du représentant du Pouvoir Adjudicateur à l'issue de ce délai vaut décision d'admission (par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS).

7.8.2. *Rejet*

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG FCS pour le présent article, en cas de manquement aux dispositions contractuelles, de respect de la qualité, de quantité commandée, etc., le Pouvoir Adjudicateur est en droit de refuser tout ou partie des produits et n'est pas tenu de payer les produits refusés, ni aucune autre indemnité.

Un relevé précis détaillant le type d'anomalies est établi quotidiennement par le représentant du Pouvoir Adjudicateur et est transmis au Titulaire à chaque livraison.

Selon l'importance financière des produits refusés, le Pouvoir Adjudicateur peut envoyer un courrier électronique ou une lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire relatant l'incident avec copie au Pouvoir Adjudicateur.

Les produits refusés sur la plateforme du prestataire logistique sont mis en zone de retour et doivent être repris par le Titulaire sous 10 jours ouvrés maximum (dans la limite de la DLC). Le prestataire logistique informe le Titulaire par courrier électronique du placement des produits en zone de retour. L'organisation et la reprise de ces marchandises sont à l'entière charge du Titulaire. A défaut d'action du Titulaire dans les délais impartis, les marchandises sont détruites par le prestataire logistique ; la facture correspondant à ces frais de destruction est transmise au Titulaire avec une copie du certificat de destruction émis par le centre de destruction et la somme globale est automatiquement déduite de la facturation ultérieure.

La même procédure est appliquée en cas de produits avariés ou touchés par une alerte sanitaire.

7.9. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le Titulaire demeure responsable des produits commandés jusqu'à la livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG FCS, le transfert de propriété entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur est effectif à la signature par les deux parties du bon de livraison et le cas échéant la CMR ou lettre de voiture (LV).

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de notifier au Titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivant la date de livraison en fonction à réception effectués.

Le Titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. A chaque demande du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un (1) mois à compter de la demande du Pouvoir Adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

7.10. FICHE INCIDENT

En cas de manquement aux dispositions contractuelles, notamment en matière d'horaire, de livraison, de respect de la qualité, de quantité commandée, etc., le Pouvoir Adjudicateur est en droit de refuser tout ou partie des produits et n'est pas tenu de payer les produits refusés, ni aucune autre indemnité. Le Pouvoir Adjudicateur adresse au Titulaire une confirmation des réserves portées sur les documents de livraison dans les 2 jours ouvrables. Les pénalités sont imputées automatiquement au Titulaire.

7.11. CONTACTS D'URGENCE EDA

En cas d'alerte sanitaire sur l'un des produits, en semaine (heures ouvrables), le titulaire s'engage à prévenir le service qualité de l'Econamat des Armées (annexe 2 au présent CCAP) :

EN SEMAINE (heures ouvrables)

ALERTE SANITAIRE EN SEMAINE (heures ouvrables)				
Conseiller vétérinaire	Charles-Arnaud DE BROUCKER	01.49.42.64.56	06.43.42.34.82	alertes_sanitaires@economat-armees.fr
Responsable qualité	Solenn LE QUILLEUC	01.49.42.43.37	07.87.24.38.68	
Cheffe DTPA	Stéphanie LECOUR GRANDMAISON	01.49.42.71.35	06.07.62.09.55	
Assistante qualité	Fanny DUTHOIT	01.49.42.43.85		

En cas d'alerte sanitaire sur l'un des produits, les week-ends et jours fériés, le titulaire s'engage à prévenir l'officier de permanence* (annexe 2 au présent CCAP) :

WEEK-ENDS ET JOURS FÉRIÉS

ALERTE SANITAIRE ET AUTRES URGENCES LE WEEK END ET JOURS FÉRIÉS				
Officier de permanence*	/	/	06.37.08.58.36	alertes_sanitaires@economat-armees.fr

*Nota Bene : Hormis les alertes sanitaires, l'officier de permanence est aussi joignable les week-ends et jours fériés pour des urgences d'ordre informatique (virus informatique, dysfonctionnement de l'EDI...), logistique (problème sur une livraison sensible) ou tout autre urgence nécessitant son recours.

ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES

8.1. FACTURATION

8.1.1. Émission et envoi des factures

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).


8.1.2. Descriptif des factures

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture, dès vérification et admission des fournitures livrées.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le Titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse du Pouvoir Adjudicateur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;

- le numéro d'engagement juridique, le cas échéant ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les numéro et date d'établissement de la facture ;
- les numéro et date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les numéro et date du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFR_VM ;
- les références du bon de livraison ;
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- les taux et montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC. de la commande, le cas échéant ;
- les date et signature.

	<p>Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.</p> <p>De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable du Pouvoir Adjudicateur - est allongé et la mise en règlement retardée.</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

8.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la direction financière et comptable du Pouvoir Adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

8.3. DÉLAI DE PAIEMENT

Le paiement des factures intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Si les justificatifs présentés par le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 8.1 du CCAP, le Pouvoir Adjudicateur en informe par écrit le Titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le Titulaire d'un dossier conforme.

8.4. INTÉRÊTS MORATOIRES

A défaut de paiement dans les 30 jours maximums à compter de la date de réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

8.5. NANTISSEMENT

Le Titulaire a la possibilité de demander au Pouvoir Adjudicateur (EdA), les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

8.6. ACOMPTES ET AVANCES

Aucun acompte n'est versé.

Aucune avance n'est versée.

ARTICLE 9 — SANCTIONS

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sont notifiés au Titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Sanction	Type d'acte de notification au Titulaire
Manquement mineur ou premier manquement	Avertissement écrit	Courriel
Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Courrier
Manquement majeur répété	Mise en demeure	Courrier
Manquements listés à l'article 9.1	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul (<i>cf.</i> article 9.1)	Courrier
Défaillance temporaire du Titulaire	Frais et risques	Courrier
Défaillance du Titulaire sans issue	Résiliation (après mise en demeure)	Courrier

9.1. PÉNALITÉS

Retard	En cas de retard de livraison des produits hors tolérance, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € HT par livraison concernée.
Taux de service non atteint	<p>Le Titulaire s'engage à un taux de service de 98%.</p> <p>Le taux de service est calculé mensuellement de la manière suivante : nombre de colis livrés / nombre de colis commandés.</p> <p>Si le taux de service est inférieur à 98%, il est fait application de la pénalité suivante :</p> <p>$P = V \times 15\%$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ; V = chiffres d'affaires mensuel HT relatif à l'article ou aux articles non livrés.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 300 € HT de pénalité est exigible pour couvrir les frais de traitement.</p>
Modification fautive du référentiel produit	<p>Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 4 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de 300 € HT par produit modifié.</p> <p>L'application de cette pénalité n'est pas exclusive des autres dispositions prévues à l'article 4 du présent CCAP notamment du droit que se réserve le Pouvoir Adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire (par exemple : modification d'un agrément sanitaire sans accord préalable du pouvoir adjudicateur).</p>

Non-conformité générale	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, détectée lors d'analyses de laboratoire (cf. art. 4.3 du CCTP) ou tout autre motif dument constaté par le Pouvoir Adjudicateur une pénalité de 300 € HT par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au Titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 10 jours ouvrés maximum (dans la limite de la DLC) après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (plateforme logistique ou formation cliente).</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conformes (par exemple de la formation cliente jusqu'à la plateforme du prestataire logistique ou à un de ses hubs régionaux), les frais de transport sont à la charge du Titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est <i>de facto</i> réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction est à la charge du Titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses de laboratoire non-conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 9.3.3. du présent CCAP.</p>
Alerte sanitaire	<p>En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité est appliquée systématiquement comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel < 200 K € ; - 10% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel >200 K€ < 500 K€ ; - 15% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel > 500 K€ < 1 M€ ; - 20% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec montant estimatif annuel >1 M€. <p>Un minimum forfaitaire de 750 € HT est exigible pour couvrir les frais de retrait/rappel.</p>
Non-respect de la date de péremption (Contrat Date) et autres dérogations	<p>En cas de demandes de dérogations récurrentes du Titulaire concernant les contrats date indiqués à l'annexe 2 à l'acte d'engagement ou en cas de demandes de dérogations diverses, une pénalité est appliquée par lot concerné.</p> <p>Le Titulaire s'engage à ne pas demander plus de 10 demandes de dérogations par mois sur le lot concerné.</p> <p>La pénalité est calculée mensuellement. Si les demandes de dérogations par lot sont égales ou supérieures à 10 sur le mois, ou si les demandes de dérogations par lot sont égales ou supérieures à 20 par trimestre, il est fait application de la pénalité suivante :</p> <p>P = N x 5 € HT Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ; N = nombre de dérogations mensuelles égales ou supérieures à 10 et par lot concerné. Ou nombre de dérogations trimestrielles égales ou supérieures à 20 et par lot concerné.</p>

	<p><i>Exemple : si sur un lot le nombre de dérogations atteint 40 unités au cours du mois. La formule suivante s'applique : $P=30 \times 5 \text{ €} = 150 \text{ € HT}$ pour le lot concerné.</i></p> <p><i>Exemple 2 : si sur un lot le nombre de dérogations atteint 40 unités au cours du trimestre. La formule suivante s'applique : $P=20 \times 5 \text{ €} = 100 \text{ € HT}$ pour le lot concerné.</i></p>
Non-respect de la DLC minimum	<p>En cas de non-respect des DLC minimums garanties renseignées dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement, la pénalité suivante est appliquée :</p> <p style="text-align: center;">$P = (V_p \times N_p)$</p> <p><u>Avec :</u> P : montant de la pénalité HT ; V_p : valeur en euro HT du produit non conforme ; N_p : quantité du produit commandé non conforme.</p>
Dispositions communes	<p>Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation établie par le Pouvoir Adjudicateur. Elles sont déduites automatiquement du compte du Titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du Titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20% du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>

9.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du Titulaire.

Le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au Titulaire défaillant soit 10% du montant des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 € HT.

9.3. RÉSILIATION

9.3.1. Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le Titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;

- la disparition du Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

9.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

9.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du Titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le Titulaire prévus au présent CCAP et au CCTP ;
- en cas de récurrence d'analyses de laboratoires non-conformes ;
- dans les cas prévus à l'article 41-du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le Titulaire lors de l'exécution de la prestation.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le Pouvoir Adjudicateur adresse préalablement au Titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

9.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général dûment justifié auprès du Titulaire. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur indique au Titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du Titulaire et ayant trait aux pratiques du Pouvoir Adjudicateur, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le Pouvoir Adjudicateur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du Titulaire. Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le Titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le Titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au Pouvoir Adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

ARTICLE 11 – LITIGES

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Le présent accord-cadre à bons de commande comporte des dérogations aux stipulations du CCAG/FCS (Arrêté du 30 mars 2021 et modificatifs). Conformément à l'article R. 2112-3 du Code de la commande publique, ces dérogations sont détaillées ci-dessous :

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 7.7	Contrôle à réception des colis	Articles 28
Article 7.8	Décision du Pouvoir Adjudicateur suite au contrôle des colis	Article 30.1 Article 30.4
Article 7.9	Responsabilité du Titulaire	Articles 31
Article 9.1	Pénalités	Article 14.1
Article 9.2	Exécution aux frais et risques du Titulaire	Article 45
Article 9.3	Résiliation	Articles 38 à 40 Article 42